



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Soixante-quatrième billet,  
janvier 2020)**

Chères et Chers habitants de la Commune,

Les élections communales avancent à grands pas. D'ici une année, les listes devront être déposées. Pour certaines communes, les candidats se presseront au portillon, mais pour une majorité d'entre elles, il faudra ramer pour trouver les perles rares. En décembre dernier, l'Association des communes fribourgeoises (ACF) tirait la sonnette d'alarme en ce qui concerne la défection des élus aux fonctions communales et les difficultés de gestion rencontrées dans certaines communes. D'entente avec la DIAF, elle va mettre en œuvre des mesures destinées à soutenir les élus, à freiner les hémorragies et à renforcer la gouvernance.

Car c'est près du cinquième des élus à un exécutif communal qui abandonne son mandat en cours de période. En 20 ans, la fonction d'édile communal a beaucoup évolué, au point où le système de milice atteint ses limites. L'élue lambda peine de plus en plus à concilier sa charge publique avec sa vie professionnelle (les employeurs se montrent moins compréhensifs), sa vie familiale (les absences répétées passent plus difficilement) et ses loisirs (les activités publiques, chronophages, empiètent davantage sur le temps libre). Même si les formes de travail ont évolué, il n'est pas rare qu'un élu réduise son pourcentage d'activité professionnelle pour disposer de temps dévolu à la cause publique, mais cela s'accompagne aussi de pertes salariales et de la retraite.

Aux contraintes de la charge viennent encore s'ajouter des éléments qui rendent la fonction moins attractive : pertes d'autonomie avec la mainmise toujours plus grande de l'Etat et des préfectures sur des domaines du ressort des communes et multiplication des transferts des tâches aux associations de communes ; exigences plus sévères dans la gestion publique ; complexification des processus et de la législation, etc. Le tout pour un salaire de misère. En vingt ans, la fonction a connu une forme de désacralisation qui, si elle a eu le mérite de remettre l'élue, considéré alors comme intouchable, à une juste place, a radicalement changé le comportement des administrés. L'édile est devenu ainsi le défouloir des citoyens frustrés, des mécontents et de ceux qui rêvent d'en découdre avec l'autorité. Injurié, menacé, pris à partie hors du cadre de son mandat, jeté en pâture à l'opinion publique par voie de la presse et des réseaux sociaux, il est considéré comme redevable envers ses électeurs (et surtout envers ceux qui ne l'ont pas élu), ce qui leur donne apparemment tous les droits. Si la charge publique

implique d'avoir les épaules larges, d'avaler force couleuvres, de rester stoïque face à chaque récrimination, il arrive un moment où le vase déborde. Si, de surcroît, le magistrat doit encore répondre d'une erreur commise dans le cadre de son mandat et en assumer les frais de sa défense, trop c'est trop.

Alors oui, dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'enthousiasme du départ s'étiole. Désormais plus mobile, le politicien n'hésite pas à saisir chaque occasion qui s'offre à lui : qu'il s'agisse d'une évolution professionnelle ou familiale, d'un déménagement ou simplement de ras-le-bol, l' élu jette l'éponge avant la fin du mandat, le plus souvent sans se soucier de la relève. C'est bien là que le bât blesse : les viennent-ensuite – quand il y en a encore – ne sont, soit plus disponibles, soit pas disposés à reprendre la fonction en cours de route. Et il faut impérativement trouver un ou une volontaire !

Jusqu'à la récente prise de conscience de cette donne par l'ACF, l'Etat n'avait qu'un mot pour limiter les dégâts : fusion. Comme si la fusion constituait le remède miracle à la problématique. Certes, dans les communes qui ont vu leur population décroître ou leur structure d'âge se péjorer ou encore qui n'atteignent pas le seuil critique, structurellement et financièrement, elle peut se justifier. Mais la fusion ne doit pas être la seule et unique réponse au blues des élus.

L'ACF commence à entrevoir d'autres solutions, par le biais de mesures d'appui aux élus. Parmi celles-ci, la valorisation de la fonction, la formation et les soutiens constituent des progrès. Mais il faudra veiller à ne pas radicalement transformer la charge d'édile communal en une pure gestion administrative, portant de la sorte atteinte au droit des citoyens d'administrer leur commune. Ainsi, doter le conseil communal ou l'un ou l'autre conseiller d'un mentor, ancien élu expérimenté ou ayant terminé son mandat, pour leur prêter main forte dans la gestion de la commune, ne doit pas se traduire par un transfert de la fonction du ou des élus au mentor. Ou encore le renforcement de l'administration communale, s'il permet, en effet, de décharger les élus miliciens, ne doit pas faire de la gestion communale de milice, une administration de fonctionnaires. Il en va de même du mandat de gestion pour une ou plusieurs tâches, donné par une commune à une autre, lequel ne doit pas se traduire par la gestion de facto de dite commune par l'autre.

Cela dit, il reste une autre possibilité à explorer, mais qui constitue un tabou que personne n'ose briser : la professionnalisation de la fonction d'élus. Celle-ci ne fait pas recette. Même pour les grandes communes (on vient de le voir à Bulle, en mai dernier). Dans notre culture politique, cela peut se comprendre. La professionnalisation a ses adeptes et ses détracteurs. Le principal reproche qui lui est adressé est qu'elle porte gravement atteinte au système de milice, cher à notre pays (ce qui n'est pas le cas, curieusement, des autres solutions qui pourtant, elles aussi, égratignent le système de milice). Elle a ses avantages, mais aussi des inconvénients, notamment en cas de non réélection. Toutefois, à un certain moment, il faut cesser de croire que l'on peut administrer une collectivité publique, si petite soit-elle, sur le coin d'une table de bistrot. On encourage à grands frais les fusions des communes (et pas seulement des petites communes), mais on ne s'attaque pas à la racine du mal : les structures obsolètes et la charge d'élus communaux.

En 2020, nous entrons dans une nouvelle ère où la gestion des communes deviendra un exercice encore plus délicat en raison des normes comptables et financières, dictées par des organismes supranationaux et dont la pratique exigera davantage que de la bonne volonté. Il est donc grand temps de considérer les élus comme des véritables gestionnaires et de leur donner les moyens de leur action politique.

Erika Schnyder, syndique